

MOSTAFA TERRAB

Président-directeur général, Groupe OCP

Jean-Michel SEVERINO

Ce qui me permet de faire le lien avec l'intervention de Monsieur Mostafa Terrab, puisque l'OCP, sous sa direction, a développé, dans la dernière décennie, une politique envers l'Afrique au sud du Sahara extrêmement vigoureuse. C'était une nouveauté pour l'OCP, qui avait un pied plutôt latino-américain et une vision planétaire, du fait de sa clientèle. Je crois que ça va être très intéressant pour nous d'apprendre les leçons tirées par Monsieur Terrab de cette expérience d'investissement en Afrique et de ces projets. Rappelons que l'OCP est l'une des très grandes multinationales africaines. De ce point de vue, elle apporte une vision particulièrement originale, à la fois interne et externe sur l'investissement dans ce continent.

Mostafa TERRAB

Merci beaucoup Jean-Michel et bonjour à tous. Je vais être un élément perturbateur au moins dans la forme, car j'ai deux ou trois diapositives destinées à illustrer mon propos, et je serai doublement perturbateur car je vais vous parler de chiffres. Pour répondre à votre première question : pourquoi l'Afrique ? Pourquoi l'Afrique pour une entreprise marocaine - Je pense que ma collègue, Mme Bensalah, a répondu pratiquement en termes de géopolitique, mais la réponse vise à corriger un écart de perception dont nous souffrons encore aujourd'hui. Le Maroc est un pays africain, et pourtant, pour de nombreuses institutions - internationales, privées ou publiques - il ne fait pas partie de l'Afrique. Nous faisons partie de ce que l'on appelle la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MENA).

En effet, nous sommes arabes, nous faisons partie de la région MENA, mais cette appartenance ne tient pas compte du fait que nous sommes pleinement africains, ce qui a des conséquences. Lorsque, en tant qu'entreprise, nous essayons de développer des partenariats avec d'autres entreprises de l'Ouest, du Nord, nous ne pouvons généralement pas nous adresser au département africain. Ce département représente l'Afrique sub-saharienne. Quand nous nous adressons aux agences de développement, c'est également le cas. Il y a donc un écart de perception. Mais pourquoi l'Afrique pour une entreprise qui a un intérêt pour les fertilisants, et donc pour l'agriculture ? La première diapositive est une réponse à cette question. J'ai personnellement vécu une révolution que j'appellerais une révolution numérique en Afrique. Il y a quelques années, le développement mobile en Afrique, nous devons le reconnaître, a surpris tout le monde. J'étais à l'époque un régulateur des télécommunications au Maroc. J'ai ensuite travaillé pour la Banque mondiale où je conseillais les pays africains sur les réformes des télécommunications. Mais il y avait un décalage entre les investissements des pays du Nord et les institutions de développement reconnaissant le potentiel de la révolution mobile.

La même chose pourrait se produire pour l'agriculture. Si vous regardez les défis, le défi de la population, que M. Beier a déjà mentionné, ce que ce défi signifie en termes mondiaux, en termes de quantité de terre arable par habitant. À l'échelle mondiale, il y a une diminution de la quantité de terre arable par habitant. Et regardez où se situe les terres arables restantes sur la planète : en Afrique. 60 % des terres arables restantes encore non utilisées sont situées en Afrique, ce qui représente également 80 % des terres arables en Afrique.

La deuxième diapositive vous montre les ingrédients d'une révolution verte, et je dirais que pour l'Afrique, vous avez mentionné l'environnement, il doit y avoir une révolution doublement verte. Il doit s'agir d'une révolution verte au sens de l'agriculture, mais qui doit aussi être très responsable en termes de protection de l'environnement et de protection, par exemple, de la biodiversité de l'Afrique - une très riche diversité. Donc ce doit être une révolution doublement verte, et vous avez mentionné l'initiative Triple A, lancée par le Maroc, qui montre que la corrélation entre agriculture et environnement n'est pas et n'a pas à être négative. En apportant des nutriments au sol, nous pouvons en augmenter le rendement et en capturer le potentiel. Nous voyons ici à quel point les fertilisants sont, et ont toujours été, essentiels pour déclencher une révolution verte. Vous avez évoqué notre passé avec le Brésil, avec l'Amérique du Sud, dans le soutien d'une révolution verte. Vous auriez pu aussi mentionner l'Inde, qui a également connu une révolution verte,

avec peut-être une orientation différente. L'Inde était plus auto-suffisante tandis que le Brésil exportait et nourrissait le reste du monde. Nous pensons que l'Afrique jouera ce rôle consistant à nourrir le reste du monde. Vous avez vu les chiffres.

Aujourd'hui, nous voyons des pays africains – c'est la raison pour laquelle j'ai dit qu'il y avait peut-être une deuxième surprise, la première étant une surprise mobile. La révolution verte n'est pas encore totalement reconnue. Elle est potentiellement là, mais pour l'instant, je vais passer à ce qui se passe réellement sur le terrain. Il y a des signes très importants. Voici trois pays qui évoluent très rapidement en termes de fertilisants, grâce à un ensemble de politiques publiques et privées. L'année dernière, la Guinée a multiplié par cinq sa consommation de fertilisants, et je dois ajouter qu'il s'agit d'une fertilisation raisonnée. Il s'agit de formules de fertilisants sur mesure destinés à éviter toute dégradation de l'environnement pour la Guinée. En fait, pour les deux autres pays, c'est exactement la même chose. Le Nigeria et l'Éthiopie, que vous voyez maintenant, ont vraiment mis en place les politiques appropriées. Voici, par exemple, la situation éthiopienne. Sur une carte de fertilité des sols, vous voyez des fertilisants adaptés, qui ont pu être adaptés grâce à un partenariat avec l'Agence de transformation de l'agriculture. Ils sont axés sur les politiques, sur ce genre d'actions et peuvent donner des résultats extraordinaires.

Au Nigeria, il y a une initiative présidentielle en faveur des fertilisants, avec des résultats fantastiques en termes de création d'emplois, ce qui crée également un écosystème. Ils ont remis à niveau des mélangeurs qui n'avaient pas été utilisés depuis des années.

Il y a deux choses très intéressantes en termes de déficit de financement, et au niveau de la raison pour laquelle la dernière question que vous avez posée est : où voyons-nous les défis en tant qu'entreprise ? C'est en termes de financement, mais c'est surtout en termes de perception. Dans ce cas, le déficit de financement a été couvert presque intégralement par le National Sovereign Fund, qui a constaté la défaillance du marché et a financé la rénovation entre autres, d'usines de fertilisants mais aussi d'infrastructures. Si vous me le permettez, cela ne dure que 30 secondes. C'est une vidéo et je conclurai 30 secondes après la vidéo, pour vraiment illustrer ce déficit de financement.

[Vidéo 07:11 – 07:50]

Je m'excuse pour la publicité, mais le point clé ici est qu'il s'agit d'un chemin de fer qui n'a pas été utilisé depuis 25 ans, et qui est devenu opérationnel pour un seul objectif : distribuer des fertilisants. Comme vous pouvez l'imaginer, il peut également être utilisé pour d'autres choses. Le déficit de financement est le suivant : nous investissons plus de 4 milliards de dollars dans la production de fertilisants en Afrique, mais pour une croissance rapide, nous avons besoin d'un écosystème d'entreprises. Il s'agit du flux d'investissements que vous avez mentionné. Il existe un flux d'investissements dont nous réduisons les risques et il devrait être vraiment au centre des préoccupations des agences de développement et des institutions financières, car nous pouvons entrer dans un cercle vertueux qui amènera une croissance rapide. Merci beaucoup.

Jean-Michel SEVERINO

Merci, Monsieur Terrab, d'avoir fait le lien entre des sujets qui peuvent paraître déconnectés : la question de l'agriculture, la question du transport et des grandes infrastructures. Vous avez prononcé le mot, il y a une question d'écosystème économique, industriel, physique qui est absolument essentielle. Je crois qu'il est très important de reconnaître également que l'un des sujets-frontière pour l'économie africaine est le financement de l'agriculture. Depuis la grande crise alimentaire de 2007, ce sujet est sur la table, il n'a jamais véritablement été résolu. Le financement aussi bien des infrastructures que des entreprises agricoles et agroalimentaires reste un sujet non résolu ou très partiellement résolu. C'est un des sujets presque marginaux sur la table de la communauté internationale.